

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCESDIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

BUREAU E2

Classement
P2 - RINSTRUCTION N° 76-22-P2-R
du 11 février 1976

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° 87-124-A.P du 28-10-87 X

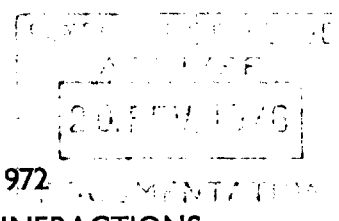
n° du

n° du

n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du



INCIDENCES DE LA LOI 72-10 DU 3 JANVIER 1972
RELATIVE À LA PRÉVENTION ET À LA RÉPRESSION DES INFRACTIONS
EN MATIÈRE DE CHÈQUES, SUR LA PRÉSENTATION À L'ENCAISSEMENT
DES EFFETS POSTAUX OU BANCAIRES ET LA RÉGULARISATION
DES INCIDENTS DE PAIEMENT

ANALYSE

*Modalités d'encaissement des chèques égaux ou inférieurs à 100 F.**Mode de régularisation des chèques sans provision lorsque le titulaire d'un compte a la faculté de régulariser l'incident de paiement.**Procédures de recouvrement des chèques impayés sur le plan pénal.*

DOCUMENTS À ANNOTER

Circulaire n° 114 du 20 décembre 1941. ✓

Circulaire n° 800 du 27 décembre 1949 (B.S.T. 95 G). ✓

Instruction n° 72-32-A 7-R 1 du 23 février 1972. ✓

Instruction n° 75-174-K 1 du 31 décembre 1975. ✓

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
GT
14

RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TPAP	TGC	TGE	RF
P	TOM	CSOM	PGA	SR	IP	DP	SIA	BA

Certaines dispositions de la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972, modifiée par la loi n° 75-4 du 3 janvier 1975, et relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques, applicable à compter du 1^{er} janvier 1976, réforment au moins partiellement les conditions d'encaissement des chèques postaux et bancaires reçus en paiement, de régularisation des chèques impayés et d'exercice des poursuites.

La présente instruction a pour objet de préciser :

- les modalités d'encaissement des chèques égaux ou inférieurs à 100 F;
- le mode de régularisation des chèques sans provision, lorsque le titulaire d'un compte a la faculté de régulariser l'incident de paiement;
- les procédures de recouvrement des chèques impayés sur le plan pénal.

I. MODALITÉS D'ENCAISSEMENT DES CHÈQUES POSTAUX OU BANCAIRES ÉGAUX OU INFÉRIEURS À 100 F

En application du nouvel article n° 73-1 du décret-loi du 30 octobre 1935 (cf. art. 8 modifié de la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972), le tiré doit obligatoirement payer, nonobstant l'absence ou l'insuffisance de provision, tout chèque d'un montant égal ou inférieur à 100 F établi sur une formule qu'il a délivrée.

Toutefois, pour être honoré dans ces conditions, un chèque de cette nature doit être présenté au paiement moins d'un mois après sa date d'émission et être extrait d'un carnet de chèques délivré après le 1^{er} janvier 1976.

Cette disposition n'aura donc sa pleine efficacité qu'après épuisement des formules de chèques délivrées avant le 1^{er} janvier 1976. Néanmoins, il convient d'ores et déjà, pour se prémunir contre les incidents de paiement sur de tels chèques, que les comptables fassent les diligences nécessaires pour les présenter à l'encaissement à bonne date, c'est-à-dire dans le mois de leur création.

II. RÉGULARISATION DES CHÈQUES IMPAYÉS LORSQUE LE TITULAIRE D'UN COMPTE BÉNÉFICIE DE LA FACULTÉ DE RÉGULARISER L'INCIDENT DE PAIEMENT

Les nouvelles dispositions légales permettent, dans certains cas, au tireur d'un chèque sans provision de régulariser un incident de paiement, dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi d'une injonction de payer. Cette faculté, qui ne modifie pas les règles actuelles d'imputation des effets impayés, a cependant une incidence sur les conditions de régularisation des incidents de paiement.

A. Rappel de la réglementation administrative applicable aux chèques reconnus sans provision

1. CHÈQUES REÇUS EN PAIEMENT DE DROITS

Le montant des effets sans provision reçus par les comptables est porté au débit d'un compte d'imputation provisoire dans la comptabilité de l'organisme concerné. Puis, le tireur est mis en demeure, par lettre recommandée, de se libérer sans retard. Le compte d'imputation provisoire est apuré dans les conditions suivantes :

a. L'incident est régularisé

Le compte d'imputation provisoire est soldé par inscription à son crédit de la recette correspondante.

b. Aucun versement n'est effectué dans les cinq jours après réception de la lettre recommandée

La régularisation du compte d'imputation provisoire intervient comme suit :

— pour les droits constatés :

L'émargement de la recette initiale est annulé et son montant est porté au crédit du compte d'imputation provisoire. Le recouvrement de la créance est alors effectué en vertu du titre émis;

— pour les droits au comptant :

Le recouvrement est effectué en exerçant les poursuites que le caractère de la créance permet d'envisager (cf. ci-après, chapitre III, poursuites sur le plan pénal).

2. CHÈQUES DÉPOSÉS PAR LES TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS

a. Comptes de dépôts de fonds au Trésor et à la Caisse des dépôts et consignations

En matière de comptes de dépôts de fonds, le montant des effets déposés pour encaissement et retournés impayés est porté au débit des comptes intéressés et les chèques sont remis au titulaire de compte. Bien entendu, les comptes de comptabilité générale sont mouvementés en conséquence.

b. Comptes de fonds particuliers

Le montant des chèques déposés à l'encaissement n'étant porté au crédit des comptes qu'après recouvrement, les chèques sans provision sont restitués au client après avoir fait l'objet le cas échéant d'un protêt.

B. Incidences de la nouvelle réglementation

L'application de la procédure administrative précitée est retardée jusqu'à expiration du délai de régularisation bancaire.

1. DISPOSITIONS LÉGALES

En vertu de l'article 65-3 nouveau du décret-loi du 30 octobre 1935 (cf. art. 3-1 de la loi n° 75-4 du 3 janvier 1975), la sanction normale appliquée par le banquier tiré, en cas d'émission de chèque sans provision, est l'interdiction d'émettre des chèques.

Toutefois, le titulaire du compte peut recouvrer sous certaines conditions la possibilité d'émettre des chèques, s'il justifie avoir réglé le montant du chèque impayé ou constitué une provision suffisante et disponible pour un règlement par les soins du tiré.

Celui-ci lui adresse alors une lettre d'injonction spéciale, par envoi recommandé avec accusé de réception, pour l'informer de ces dispositions.

Par ailleurs, l'article 31 du décret n° 75-903 du 3 octobre 1975, fixant les conditions d'application de la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972, impose au tiré qui a refusé en tout ou partie le paiement d'un chèque, d'établir à l'intention du bénéficiaire, une attestation qui mentionne notamment, lorsque la faculté de régularisation peut être exercée, la date avant laquelle le tireur est invité à payer le chèque ou à constituer la provision pour un règlement par les soins du tiré.

Cette attestation, qui est jointe au chèque lors de sa restitution au présentateur, permet donc de déterminer si l'incident de paiement doit donner lieu à des poursuites immédiates, conformément à la réglementation en vigueur, ou s'il y a lieu d'y surseoir jusqu'à l'expiration du délai de grâce accordé par la loi (quinze jours francs à compter de la date d'envoi de l'injonction).

A noter que tout autre chèque sans provision émis durant cette période est à régulariser également à l'expiration du délai accordé primitivement.

2. DISPOSITIONS PRATIQUES

Les chèques sans provision de cette catégorie sont comptabilisés dans les conditions indiquées au paragraphe A ci-dessus. Toutefois les effets sont conservés par le comptable qui a procédé à l'opération initiale de recette afin :

- soit de les remettre acquittés au tireur, si celui-ci choisit de régler sa créance entre les mains du comptable;
- soit de les représenter à l'encaissement après la date limite fixée pour constituer provision.

En ce qui concerne les comptes de dépôts de fonds de toute nature, le titulaire du compte doit être informé de l'utilisation de cette procédure. Eu égard à la garantie accordée par la Caisse des dépôts et consignations, en matière de chèques à l'encaissement, des instructions spéciales seront diffusées par cet établissement pour les comptes de disponibilités courantes des notaires.

a. Règlement direct de l'effet entre les mains du comptable

Le montant de la recette ainsi constaté est imputé directement au crédit du compte d'imputation provisoire qu'il apure ou du compte de dépôts de fonds intéressé.

b. Représentation des effets

Lors de la deuxième présentation des effets à l'expiration du délai accordé par la loi, les comptes d'imputation provisoire précédemment débités et les comptes de dépôts de fonds au Trésor et de transfert à la Caisse des dépôts concernés sont crédités du montant des chèques à représenter à l'encaissement, par le débit des comptes de disponibilités, soit directement, soit par l'intermédiaire des comptes de transfert (comptables n'ayant pas de relation avec une succursale de la Banque de France). Les comptes individuels de dépôts sont également servis.

Pour les comptes de fonds particuliers, cette deuxième présentation s'effectue, bien entendu, sans écriture.

Si l'opération est à nouveau rejetée, les comptables appliquent les dispositions habituelles rappelées au paragraphe A ci-dessus.

c. Cas particulier des chèques sans provision reçus par des régisseurs de préfectures

Les nouvelles dispositions légales conduisent à modifier la procédure décrite par l'instruction n° 72-32 A7-R1 du 23 février 1972 en matière de chèques sans provision reçus par des régisseurs de préfectures, notamment en ce qui concerne le délai de dix jours qui était accordé, dans une phase amiable, pour régulariser l'incident.

Dans un souci de normalisation, le délai de la phase amiable est ramené à cinq jours. Il s'ensuit que le redevable doit (sous peine des poursuites habituelles en cette matière) être mis en demeure de se libérer immédiatement et au plus tard dans les cinq jours à compter :

- soit de la réception d'un chèque sans provision pour lequel le tireur ne bénéficie pas de la faculté de régularisation;
- soit, s'il en bénéficie, dès la constatation qu'un chèque est définitivement sans provision, après une deuxième présentation infructueuse.

III. RECOUVREMENT DES CHÈQUES RECONNUS DÉFINITIVEMENT SANS PROVISION

A. Sanctions sur le plan pénal

1. EN VERTU DE L'ARTICLE NOUVEAU 66-1 DU DÉCRET DU 30 OCTOBRE 1935

Lorsqu'un tireur, non frappé d'une interdiction d'émettre des chèques, émet un chèque sans provision, et ne régularise pas l'incident de paiement (1) dans le délai fixé par la réglementation, il lui est interdit d'émettre des chèques pendant un an.

Si cette émission de chèque sans provision a été faite avec « l'intention de porter atteinte aux droits d'autrui », le tireur pourra être poursuivi pénalement en application du nouvel article 66-1.

Cette circonstance est déterminante.

En conséquence, la Chancellerie considère que, théoriquement tout au moins, un incident de paiement, même régularisé, ne met pas son auteur à l'abri de poursuites pénales.

Réciproquement, le défaut de régularisation, s'il a toujours pour conséquence une interdiction d'émettre des chèques, n'entraîne pas nécessairement l'ouverture de poursuites pénales.

2. EN APPLICATION DU NOUVEL ARTICLE 69 DU DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935

Lorsque l'incident de paiement est commis par un tireur qui est sous le coup d'une interdiction d'émettre des chèques, son auteur est passible des peines de l'escroquerie.

(1) Il n'y a pas d'incident de paiement, au sens de la nouvelle loi, si le refus d'honorer un chèque est motivé par une raison autre qu'un défaut de provision suffisante, même si celle-ci est indisponible. Dans ce cas, seul un recours de droit commun est alors possible.

B. Cas dans lesquels il y a lieu de déposer une plainte

En raison de la complexité de la législation, il a été décidé, à titre de simplification, que les chèques qui se révéleraient définitivement sans provision, c'est-à-dire le cas échéant après une deuxième présentation, ne donneront lieu au dépôt d'une plainte que dans les conditions suivantes :

1. CHÈQUES SANS PROVISION REMIS EN PAIEMENT DE DROITS CONSTATÉS

Il n'y a plus lieu de déposer une plainte au Parquet sauf circonstances exceptionnelles (cas de récidive par exemple).

2. EFFETS SANS PROVISION REMIS EN RÈGLEMENT DE DROITS AU COMPTANT

Pour les effets remis en règlement de ventes de meubles ou de produits, de souscriptions ou de versements faits dans l'intérêt de la partie versante, il y a lieu, par contre, de déposer systématiquement une plainte afin que la partie versante soit sanctionnée sur le plan pénal.

Quant à la constitution de partie civile, il n'y sera pas fait recours lorsque, comme c'est le cas le plus général, le Trésor ne poursuit que le seul recouvrement de la somme figurant sur le chèque sans provision et les intérêts y afférents.

En effet, l'article 71 du décret-loi du 30 octobre 1935 (cf. art. 8 modifié de la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972) permet aux juges de l'action publique, même en l'absence de constitution de partie civile, et si la preuve du paiement du chèque ne résulte pas des éléments de la procédure, de condamner le tireur à payer au bénéficiaire, outre les frais d'exécution de la décision, une somme égale au montant du chèque, majorée, le cas échéant, des intérêts à partir du jour de la présentation et des frais résultant du non-paiement, lorsque le chèque n'a pas été endossé, si ce n'est aux fins de recouvrement et qu'il figure en original au dossier de la procédure (1).

Il n'y aura donc lieu, en principe, à constitution de partie civile que lorsque la procédure qui vient d'être décrite n'est pas applicable, c'est-à-dire lorsque le chèque a été endossé et que le montant le justifiera eu égard aux frais de cette procédure. Il appartiendra à l'ordonnateur d'en décider et, pour l'État, à l'agent judiciaire du Trésor auquel il sera fait rapport par la voie hiérarchique.

Il est également rappelé que la sanction fiscale appliquée en cas d'émission de chèques sans provision est supprimée du fait de l'abrogation de l'article 1840 M, paragraphe 2 du Code général des impôts, par la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972, article 15-4.

Pour le directeur de la Comptabilité publique
et par délégation du ministre :

Le chef de Service,

Gérard PICARD.

(1) La plainte devra indiquer que le Trésor public demande que le tireur soit condamné à payer le montant du chèque en vertu de l'article précité et l'original du chèque devra être joint.